

Bilan économique 2019 de la Guadeloupe

Une dynamique encore positive

En 2019, les incertitudes politiques et économiques liées notamment au *brexit* ou encore à la guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis conduisent à **une baisse de l'activité économique mondiale**, la croissance est au plus bas (+ 2,3 %) depuis la crise financière de 2008-2009.

Malgré ce climat économique mondial morose, les entreprises guadeloupéennes ont continué à investir contribuant ainsi à maintenir la **croissance du PIB régional dans la même dynamique qu'au niveau national (+ 1,5 %)**.

Amélioration du marché du travail pour toutes les tranches d'âge avec une hausse de l'emploi salarié et la baisse de la demande d'emploi qui s'est poursuivie en 2019 (– 6,4 %), à un rythme beaucoup plus soutenu qu'en 2018 (– 1 %).

L'investissement repart à la hausse. Dans l'immobilier, les taux bas ont dopé les crédits à l'habitat qui accélèrent du côté des ménages (+ 6,2 %). Dans le même temps les crédits d'investissement contractés par les entreprises restent très dynamiques (+7,2 %).

La consommation des ménages s'essouffle, en dépit de la hausse de la masse salariale dans le privé (+ 4 %) et d'une inflation modérée (+1,1 %). Dans ce contexte les importations de biens de consommations durables à destination des ménages diminuent (-3,4%) tandis que celles des biens non durables restent stables.

Le secteur touristique a une évolution contrastée, le nombre de passagers hors transit est en hausse de 2,5 % à l'aéroport Guadeloupe Pôle Caraïbes néanmoins, le nombre de croisiéristes recule de 12 % et le nombre de nuitées est en retrait de 5 % dans l'hôtellerie.

L'activité agricole a été plutôt terne en 2019 : La production sucrière baisse malgré une bonne richesse saccharine (– 4 %), la banane n'a pas encore retrouvé son potentiel d'avant le passage de l'ouragan Maria, l'élevage quant à lui continue sur sa trajectoire à la baisse.

La dynamique de l'économie de la Guadeloupe en 2019 connaît, comme l'ensemble du territoire français, **un arrêt brutal avec la crise sanitaire liée au virus Covid-19 en mars 2020**. Certains établissements n'ont pas pu exercer d'activité ou très partiellement comme dans le secteur du commerce non alimentaire (10 % des effectifs salariés et 13 % des non-salariés) ou dans celui de l'hébergement restauration. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente de 2 % en avril par rapport à mars 2020, alors qu'il diminuait depuis fin 2017.